

« Homo Economicus s'en va-t-en guerre » : individualisme méthodologique, choix rationnel et économie politique de la guerre*

Résumé – Les théories néo-classiques des conflits se sont multipliées ces dernières années et ont eu, appliquées aux guerres contemporaines, une forte influence sur les donateurs et les milieux académiques, ainsi que sur les ONG. Ceux qui acceptent ces théories tout comme ceux qui les décrivent possèdent souvent une mauvaise appréciation des postulats de base, de la logique et des fondements empiriques (quand ils existent) des affirmations néo-classiques relatives aux conflits. Le présent article passe en revue les fondations intellectuelles de ces théories et propose de les critiquer à partir d'une perspective d'économie politique. Aussi séduisantes que puissent être ces explications économiques orthodoxes des conflits violents, il y a de fortes raisons de penser qu'elles sont réductrices, spéculatives et trompeuses. Les théories fondées sur l'individualisme méthodologique sont tenues néanmoins de modéliser « le social », celui-ci affectant les guerres contemporaines – en faisant référence par exemple à des indices de fragmentation ethnolinguistiques. Elles le font cependant d'une façon qui ne permet pas de saisir la réalité et ses variations.

Mots clés : guerre, économie politique, théories du développement, individualisme méthodologique.

Texte original publié en anglais : *World Development*, Vol. 30 No. 11, Chris Cramer, "Homo Economicus Goes to War: Methodological Individualism, Rational Choice and the Political Economy of War", pp. 1845–1864, © 2002 Elsevier Science Ltd. Traduction publiée avec la permission d'Elsevier, mais Elsevier n'a pas contrôlé le texte français avant l'impression.

Traduction de Claire Giraudin revue par Marie-Neige Couriaut

Introduction

Les théories néo-classiques des conflits ont proliféré ces dernières années et ont eu, appliquées aux guerres contemporaines, une forte influence sur les donateurs et les milieux académiques, ainsi que sur les ONG, bien qu'elles soient généralement diffusées au travers de présentations non techniques, avec une relation ténue – pour ne pas dire partielle – avec les réalités des conflits contemporains de par le monde. Ces théories suscitent également des inquiétudes, et ce que leurs défenseurs considèrent comme des réflexes de rejet. Ces attitudes par

* Deux versions préalables de cet article furent présentées, d'abord à une conférence, « *War, Famine and the Limits of Economics* », à l'International Famine Centre, Cork, Irlande (2000) et ensuite au cours d'un séminaire au Centre d'études du développement de Cambridge. L'auteur est reconnaissant pour les commentaires reçus au cours de ces présentations, particulièrement pour ceux de Stephen

rapport aux théories économiques néo-classiques des conflits armés dans les pays de développement sont très répandues, mais elles sont bien souvent affaiblies par une appréciation incomplète des théories et des modèles en question. Le présent article entend contribuer à la littérature des conflits en proposant une courte étude des thèmes généraux et des fondements intellectuels de ces théories et en formulant une critique basée sur une perspective d'économie politique. Cette approche est particulièrement pertinente, du fait que de nombreux non économistes accueillent volontiers les modèles économiques des conflits, ceux-ci apportant un contenu souvent manquant dans les autres analyses. Pour autant, et c'est le centre de l'argumentation de cet article, les théories du choix rationnel appliquées aux théories des conflits et fondées sur l'économie néo-classique sont faibles du point de vue théorique et reposent sur au mieux sur un contenu empirique (lorsque celui-ci existe) et hautement arbitraire. Des approches alternatives en économie politique peuvent en revanche apporter un contenu économique de manière plus efficace et convaincante. Le présent article suggère en conclusion une série d'éléments de base pour une analyse plus riche des conflits contemporains, particulièrement au sein des économies peu développées ou en transition.

L'économie du développement est arrivée assez tard dans le champ d'étude des conflits. La théorie économique en général ne s'est pas énormément consacrée à l'explication des guerres. Quelques exceptions incluent les deux apports extraordinaires de Keynes – *Economic Consequences of the Peace* et *How to Pay for the War*. Ces ouvrages cherchent davantage à répondre aux problèmes que pose la guerre plutôt qu'à en rechercher les causes. Les travaux de Lang (1970) ont fourni des bases aux analyses parallèles des économies de guerre et des économies socialistes planifiées, qualifiées d'« économies mobilisées » (Sapir, 1990). Dans le champ d'étude du développement, les travaux de Prest (1948) sur l'économie de la guerre dans les pays producteurs de matières premières ont fait date. Dans le champ plus large de l'histoire de l'économie politique, on trouve des classiques comme Wolf (1967), Moore (1967) et Scott (1976). L'économie du

développement et les études de développement en général, elles, sont globalement silencieuses pendant la fin des années 1970 et au cours des années 1980, pour des raisons obscures (bien que la chape idéologique de la Guerre froide y soit vraisemblablement pour quelque chose).

Tout cela changea rapidement pendant les années 1990. Reflet de l'empiètement général des sciences sociales dans l'orthodoxie économique, les modèles économiques fondés sur l'individualisme méthodologique et le choix rationnel, menés par Hirshleifer (1987, 1994) et Grossman (1991) commencèrent à proliférer¹. Bien entendu, la vieille critique des économies néo-classiques était précisément qu'elles évacuaient les questions de pouvoir et de conflit. Maintenant, cependant, l'économie néo-classique est de retour pour prendre en main ces problématiques. Le résultat fut ce que certains appellent une « extension du domaine de l'économie » (Alchian, cité dans Bowles, Franzini et Pagano, 1999, 7) et ce que d'autres appellent le processus d'« impérialisme de l'économie » (Fine, 1999, 2001). Le langage de Hirshleifer n'est que partiellement retenu lorsqu'il écrit, à propos du « continent intellectuel » dévoué à la violence et aux conflits et sur lequel les économistes se sont penchés relativement récemment, que :

« Alors que nous venons explorer ce continent, les économistes vont être confrontés à une série de tribus indigènes – des historiens, des sociologues, des psychologues, des philosophes, etc. – qui – de leur propre manière intellectuellement primitive, nous ont précédés dans la reconnaissance du côté sombre de l'activité humaine. Une fois les économistes impliqués, nous balaierons comme de juste des aborigènes a-théoriques ». La note de bas de page de cette citation précise : « Lorsque ces chercheurs font du bon travail, il font de l'économie ! » (1994, 3).²

En revendiquant le rôle de « leader parmi le *dramatis personae* des sciences sociales », (Bowles, Franzini et Pagano, 1999), l'*homo economicus* a montré un visage plus passionné en s'engageant dans les

article par Ben Fine et Jonathan di John.

¹ Une question parallèle intéressante est de savoir si les guerres elles-mêmes ont changé ou si c'est notre compréhension des guerres qui a changé (Buijtenhuis, 2000).

² Pour une perspective assez différente de la colonisation des sciences sociales par l'économie, voir Hirschman (1970, 19) et Fine (1999).

conflits, en cherchant le pouvoir ou des « biens de consommation positionnels » (Pagano, 1999). De quelle manière cet être va se comporter dans ces rôles reste à déterminer. Les modèles du choix rationnel appliqués aux conflits suivent bien les préceptes et les développements de la théorie économique néo-classique. J'arguerai cependant qu'ils suivent également l'économie néo-classique dans les limites qu'on lui connaît. La guerre est souvent et particulièrement un reflet de tendances et de caractéristiques communes aux sociétés en paix. De la même manière, peut-être, les théories économiques des conflits et de la guerre civile donnent-elles de précieuses indications sur les caractéristiques de la théorie économique orthodoxe et sur ses prétentions à coloniser les sciences sociales en général. On peut arguer, donc, que les théories du choix rationnel appliquées aux conflits ont typiquement négligé toute forme de spécificité et de contingence, qu'elles ont évacué le social et que même dans leur individualisme elles échouent à rendre compte de la complexité des motivations individuelles, rabaisant l'individu (et n'importe quel groupe clé) à des agents maximisateurs monolithiques. On peut arguer en outre que l'extension de l'économie orthodoxe à l'explication des conflits armés ne se justifie même pas en rapport aux principes fondamentaux de l'économie néo-classique (Zafirovski, 2000).

La partie suivante décrit les principaux traits des théories économiques des conflits en vogue, clarifiant la manière par laquelle une variété de modèles s'est construite sur base d'un substrat commun de postulats sur la logique théorique du choix. Donc, les modèles de conflits fournissent une combinaison de calculs belliqueux ou – selon la formulation de Hirshleifer (1994) – une combinaison de Coase et de Machiavel³. Ces modèles économiques des conflits sont fortement attractifs, même pour ceux que leurs tentatives à inscrire, ou réduire, les relations de conflits dans un langage d'identités et de différenciations algébriques rendent mal à l'aise. La seconde partie de cet article explore brièvement les sources de cet attrait et identifie également quelques causes immédiates de ces problèmes analytiques. Les parties suivantes discutent plus en détail de deux faiblesses principales de ce type de

³ Ainsi nommé pour la manière dont les individus de Coase ne parviennent jamais à saisir leurs chances d'échanges mutuellement bénéfiques, alors que la perspective de Machiavel souligne que les gens ne saisiront pas l'opportunité de la coercition si cela sert une maximisation des objectifs.

modèles. La première est issue des applications empiriques de la logique néo-classique, qui s'est attachée jusqu'ici à des raccourcis hautement insatisfaisants (empiriquement et conceptuellement) pour rendre compte du comportement de *l'homo economicus*. Le second point faible de ces théories est leur gaucherie analytique dans la modélisation du « social ». Pour conclure et en réponse à la campagne de colonisation de l'économie néo-classique, l'article propose un manifeste de lutte de libération analytique.

Quand les opportunités frappent à la porte : les fondements analytiques des modèles néo-classiques des conflits

Le choix rationnel, les modèles reposant sur l'individualisme méthodologique sont typiquement construits sur l'idée de l'existence de deux groupes de « joueurs ». Certains de ces jeux mettent en scène un dirigeant ou un titulaire contre un rival. D'autres (Grossman, 1991 ; Azam, 2001) mettent en relation d'opposition l'Etat contre des sujets rebelles. Dans chaque cas, il n'y a pas ou peu de désagrégation ou de stratification des joueurs. Dans certains modèles, les résultats (en termes de gaspillage social et d'instabilité politique) peuvent varier selon que le titulaire ou l'Etat dispose de marges de manœuvre (Mehlum et Moene, 2000). Dans d'autres modèles, (Collier e.a.), le postulat de base est que les guerres sont déclenchées par les rebelles et l'analyse approche les questions de politiques d'Etat et de violence d'Etat de manière très abstraite. Il n'y a pas d'interrogation sur l'origine des « joueurs » autre qu'en termes de produits de calculs économiques. Ce point sera discuté ci-dessous. Alors que dans certains modèles, les joueurs sont simplement des rivaux dans une course au pouvoir, on leur accole la plupart du temps une sorte d'identité sociale ou collective, typiquement religieuse ou ethnique. Ce point sera également discuté. On peut noter que dans Hirshleifer (1994), par exemple, l'identité collective est comprise comme le résidu d'un processus de survie darwinien générant des animosités durables, plutôt que comme un système ayant des racines et influences modernes, politiques et idéologiques. Chaque joueur ou organisation est considéré comme un agent maximisateur et la pauvreté de la discussion sur ces groupes mène à une élision commune de ces agents et des « individus ». Typiquement, ceux-ci sont animés du besoin (ce qui

semble être le seul moment où les sentiments entrent en compte, tout le reste étant le produit de choix rationnels) de maximiser leur pouvoir ou les bénéfices de la victoire (ou plus simplement du conflit lui-même).

Ceci est particulièrement frappant dans les modèles de Collier et Hoeffler, qui assurent que le pillage constitue une meilleure de prédiction pour les guerres civiles que la justice, la cupidité plutôt que la plainte. De fait, c'est le même raisonnement qui anime tous ces modèles, incluant ceux qui en dérivent. Le concept clé de ces modèles est l'idée d'échange : le conflit est dangereux mais si la rétribution d'échange dépasse le risque calculé, on choisit la guerre ou plus de temps est consacré à l'insurrection. Les conflits, les guerres civiles ou les insurrections sont des formes d'investissement ou d'allocation de ressources destinés à accroître la probabilité de renverser un gouvernement ou de tirer des profits du pillage ou de la taxation instantanée des matières premières. La rébellion est clairement considérée comme une recherche de rente (Neary, 1997). Il s'agit d'une allocation de ressources distordue à la poursuite des fruits d'une compétition imparfaite⁴. La fréquence et les implications des conflits peuvent être influencés par les caractéristiques symétriques ou asymétriques du « jeu » stratégique, c'est-à-dire selon que le titulaire du pouvoir dispose ou non d'une marge de manœuvre (Mehlum et Moene, 2000). Si cet échange constitue la base des modèles de conflit, alors il est nécessaire de déterminer les facteurs susceptibles de pousser au choix de la guerre. En d'autres termes, sous quelles circonstances des groupes développent-ils des ensembles d'opportunités mutuellement incohérentes (Hirshleifer, 1994), qui rendent le conflit plus profitable sur la marge qu'un échange pacifique ? L'une des occasions les plus élémentaires est la pauvreté, ou une faible croissance. La pauvreté peut « causer » des conflits de diverses manières. L'expression la plus claire du traitement néo-classique de la question est l'argument de Hirshleifer selon lequel le pauvre dispose d'un avantage comparatif dans la violence. Bien que paraissant particulièrement abject au regard du recrutement massif d'enfants et de jeunes adultes dans des groupes militaires au Sierra Leone et en Angola, l'argument est néanmoins formulé que le coût

⁴ Cela peut mener à l'implication – comme c'est le cas pour Azam (2001) – que les politiques de donations ne doivent pas porter atteinte au processus de formation de l'Etat et que les salaires de la haute fonction publique peuvent valoir la peine si le coût qu'ils représentent peut garantir la paix.

d'opportunité de l'insurrection pour, en particuliers, les jeunes hommes dans les pays pauvres à fort taux de chômage, est bas. Cette hypothèse est simplement une traduction formelle de cette vision courante et de sens commun qui veut que, dans ces pays, « la vie ne coûte pas cher ». Parmi les problèmes formels d'une telle hypothèse, il n'y a pas de discussion sur la non utilité d'être tué ou mutilé.

Il y a, cependant, d'autres facteurs affectant la probabilité de la profitabilité relative des conflits violents. Pour Azam (2001), le facteur critique – surtout en Afrique – tient dans les signaux crédibles d'allocation et de redistribution de ressources inter et intra ethniques, étant donné une dotation initiale de « capital ethnique ». Les mécanismes de redistribution peuvent prendre plusieurs formes. Par exemple, de hauts salaires dans le secteur publics pour des officiels tirés des différents groupes ethniques, permettant une redistribution intra ethnique en cascade, peuvent être plus efficaces qu'une distribution relativement anonyme de biens publics (Azam, 2001). Collier (Collier et Hoeffler, 1996, 1998, 1999; Collier, 2000) retient les gains tirés de la victoire et le potentiel de dépense en matière de défense du gouvernement comme facteurs déterminants de l'utilité de la rébellion. Les calculs effectués par les rebelles potentiels sont arbitrés par la facilité d'obtenir des soutiens et donc par les caractéristiques de potentiel d'action collective au sein d'une société donnée. Comme nous le verrons en détail par la suite, ceci n'est compris qu'en termes de « fragmentation ethnolinguistique ». Des versions ultérieures du modèle de Collier, mettant moins l'accent sur la probabilité de la victoire, mettent en avant la disponibilité pour les jeunes hommes du pillage de matières premières et la disponibilité d'autres activités économiques pacifiques. Les variables dites de cupidité que l'on trouve chez Collier et chez Collier et Hoeffler ont une valeur prédictive bien plus élevée que les facteurs de « plainte » comme la répression ou l'exclusion, contrairement donc au modèle analytique d'Azam (2001) sur le même sujet.

La boîte à outils des économistes orthodoxes dispose d'autres compartiments, offrant diverses variations du modèle de base. Hirshleifer (1987), par exemple, étudie l'incidence et le résultat des conflits en ayant recours aux retours décroissants, aux avantages comparatifs et aux fonctions de production de Cobb-Douglas. Les fonctions de production

mettent en lien les *inputs* de chaque camp dans le combat aux *outputs* émergents à son issue, sous la forme de victoire ou de défaite. Azam (2001, 432), introduit le postulat qu'il existe « une masse critique de ressources à investir dans les activités rebelles avant d'avoir une chance de renverser le gouvernement ». Peu de gens seraient, sans doute, d'accord avec cela. Ceci est cependant un exemple de la manière dont le sens commun général est éliminé par le langage de l'économie néo-classique, pour qui des phénomènes comme les guerres civiles sont déterminées par les choix d'investissement et de maximisation des individus. En même temps, un autre compartiment de cette boîte à outil révèle la notion qui permet au modèle de tenir debout, à savoir l'« incertitude ». L'imprécision et l'incohérence de l'application de cette variable aux modèles néo-classiques suggèrent qu'elle ne sert qu'à les faire tenir ensemble et que sans elle, tout cet ensemble s'effondrerait. Hirshleifer (1994, 5) suggère que « l'incertitude du côté du conflit submerge celle du côté de la coopération ». Il reconnaît néanmoins que l'on ne sait pas trop de quelle manière l'incertitude affectera l'issue d'un conflit, en tant que résultat des interactions entre opportunités et préférences (pour les préférences, voir ci-dessous). L'incertitude joue également un rôle dans certains modèles appliqués, comme ceux de Collier, par exemple. Cependant, la signification de l'incertitude dans les modèles de Collier et de Collier et Hoeffler est incohérente et la variance, inexpliquée.

Enfin, toujours dans les modèles appliqués, on fait davantage attention aux problèmes de l'action collective et à la variété des défauts du marché. Par exemple, l'explication de Collier (2000) de ses découvertes empiriques révèle que les variables de cupidité sont davantage explicatives et prédictives que les variables de plainte. La rébellion contre l'injustice a des qualités identiques à celles des biens publics et, partant, sera également affectée par les faiblesses des biens publics, comme la vulnérabilité aux passagers clandestins. De cette manière, l'injustice peut exister mais ne sera pas une source suffisante de conflit. De la même manière, il y a également un problème de cohérence affectant les acteurs de la violence. Ceux-ci sont supposés ne pas avoir confiance envers les promesses des dirigeants et s'attendent raisonnablement à ce que ceux-ci manquent à leur parole quant aux objectifs de justice et de redressement des torts qu'ils se sont assignés.

De l'autre côté, répondre aux demandes de gratification immédiate des gens – à savoir le pillage – est une manière un peu trop facile de contourner le problème.

Le leurre de l'orthodoxie

Tels sont les axiomes, les postulats et la logique qui ont nourri une bonne part de la pensée sur l'économie de la guerre, et de la guerre civile en particulier, principalement dans les pays en développement. Cet éthos a également infiltré le débat politique, particulièrement dans le secteur de la recherche menée à la Banque Mondiale sur l'économie des guerres civiles, le crime et la violence⁵. Le débat a été réduit à la dichotomie simpliste « cupidité contre plainte ». Ce type d'explication est attractif pour au moins trois raisons principales. Tout d'abord, ceux qui se préoccupent de la prévalence des conflits civils – un terme cru utilisé ici par facilité de langage – tendent à reculer d'horreur devant les implications de la thèse des nouvelles barbaries associée à Robert Kaplan⁶. Celui-ci a suggéré que les guerres yougoslaves et ouest africaines faisaient état de « molécules flottantes » transformées en déchaînement de violence essentiellement par des pressions malthusiennes et le cauchemar de l'urbanisation. La théorie du choix rationnel appliquée aux conflits offre une manne analytique pour tous ceux que cette version d'« anarchie insensée » effraie⁷. Ensuite, les explications néo-classiques des conflits offrent un correctif nécessaire à la tradition de la vision romantique de l'« évidente » production de la résistance et du conflit par les inégalités et l'injustice sociale. Depuis Platon au moins il a semblé évident que l'injustice et les inégalités produisent du conflit. Plus récemment, ce type d'analyse était prédominante dans l'explication des conflits en Amérique du Sud (Boyce, 1996 ; Booth, 1991). Cependant, comme Trotski et d'autres l'ont suggéré, si les conditions objectives de la révolution étaient suffisantes à

⁵ Voir www.worldbank.org/conflict/.

⁶ Les principales fondations intellectuelles de l'article de Kaplan étaient tirées de Homer-Dixon (1999).

⁷ D'autres se sont emparés de l'idée de "nouvelle barbarie" de manière plus sérieuse que Kaplan. Hobsbawm, par exemple, soutient que le 20^e siècle a connu un retour de la barbarie dans le sens d'une perte des valeurs des Lumières. Keane (1996) se concentre sur ce qu'il appelle les « guerres inciviles ». En même temps, d'autres, comme Lindqvist (1998) et Mann (1999) mettent en lumière les racines spécifiquement européennes des brutalités et génocides du 20^e siècle., dans la veine du commentaire de

causer des révolutions, alors le monde serait dans un état permanent de révolution. Il est devenu clair par ailleurs que l'injustice et l'inégalité ne produisent pas inévitablement, dans un sens direct, fonctionnel, des conflits⁸ Grenier (1996), par exemple, montre bien comment les explications des injustices structurelles rendent mal compte de l'incidence, de l'occurrence et des résultats des conflits en Amérique centrale⁹. Dans un autre exemple, celui de la vallée de Jubba, au sud de la Somalie, la question est de savoir « comment comprendre les choix du peuple Goshu de participer de l'intérieur et à chercher l'incorporation dans une société qui les opprime et de comprendre leur créativité à gérer la juxtaposition de domination et d'accommodement » (Besteman, 1999, 9).

Troisièmement et dernièrement, l'attrait de la nouvelle économie des conflits tient simplement au fait qu'il s'agit d'une explication matérialiste des conflits. Quels que soient les conflits armés dont on parle, les intérêts matériels jouent clairement un rôle important dans la formation des conflits ainsi que dans leurs causes. Cette dimension a souvent été négligée dans les explications idéologiques des conflits pendant la Guerre froide en Afrique, Asie et au Moyen-Orient. Elle a été également écartée des explications plus récentes des conflits en termes d'antipathies ethniques primordiales, dans lesquels les haines rigides à l'œuvre étaient considérées comme plus importantes que n'importe quel autre facteur. Personne ne nie l'importance des intérêts matériels dans l'origine des conflits même si dans certains cas (comme en Colombie, par exemple), il n'est pas facile de séparer leur rôle à l'origine des conflits de leur influence sur leurs caractéristiques (durée, etc.). Le bois précieux et les diamants au Libéria et au Sierra Leone, l'opium en Afghanistan, la coca en Colombie, les terres et le *qat* en Somalie, le pétrole et les diamants en Angola, les bois tropicaux au Cambodge, etc., permettent de compléter la compréhension des conflits. On a ainsi argué, par exemple, que la pression démographique sur les terres combinée à l'effondrement des cours du prix du café sur les marchés internationaux ont nourris le

Walter Benjamin selon lequel tout compte-rendu de civilisation est en même temps un compte-rendu de barbarie.

⁸ Sur les inégalités et les conflits, lire Cramer (2001) et Stewart (1998).

⁹ « *Il ne manque pas de raisons objectives pour la révolte en Amérique centrale, mais les changements idéologiques des quatre dernières décennies ne correspondent directement à aucune des mutations de l'environnement socio-économique. Ensuite, il y a une corrélation entre cette fluctuation idéologique et la périodisation des guerres internes dans la région* » (Grenier, 1996, 34).

contexte du génocide rwandais (André et Platteau, 1996; Austin, 1996). Des processus de transferts de biens violents sont communs aux conflits au Soudan, en Somalie et ailleurs (Duffield, 1994; Ndikumana, 1998, 32; Besteman, 1999). Au même moment, les conflits au Nord et Sud Kivu en République Démocratique du Congo (RDC) ont été nourris de manière significative par une compétition pour le contrôle des sections locales de production et de distribution du tantale, métal résistant à la chaleur utilisé dans l'aéronautique, la téléphonie mobile et les consoles de jeux vidéo (Jackson, 2001; Moore, 2001). Dans pareils cas, la gratification immédiate des soldats par le pillage est évidente. La capacité de la théorie économique orthodoxe à utiliser ce « matériau de description » autrement que de manière descriptive ou à fin de condamnation morale / campagne de sensibilisation des consommateurs lui procure un avantage considérable.

Malgré l'apparente élégance formelle de ces explications des conflits violents, il y a de fortes raisons de penser qu'elles sont extrêmement réductrices, hautement spéculatives et profondément trompeuses. Par exemple, la présence de matières premières dans une économie ou la facilité avec laquelle celles-ci peuvent être pillées est une rationalisation trop directe, absurde et simpliste, du rôle des ressources matérielles dans les conflits. On peut mettre cette approche en contraste avec, par exemple, les analyses des origines des trois mouvements de libération distincts et en compétition en Angola, se battant pour l'Indépendance dans les années 1960 et 1970, fournissant la base du conflit opposant le MPLA à l'UNITA depuis. Ces analyses mettent en lumière les divers intérêts matériels soutenant la mobilisation politique et l'idéologie de chaque camp cherchant à dominer la guerre anti-coloniale ainsi que la politique post-indépendance, à savoir le FLNA, l'UNITA et le MPLA (Clarence-Smith, 1980; Birmingham, 1992). Les intérêts retenus incluaient la frustration des producteurs de café du nord de l'Angola d'avoir été expropriés par les colons portugais et dont les perspectives d'emploi salarié furent réduites à peau de chagrin par le recours aux travailleurs immigrés des régions de haut plateaux d'Ovimbundu. Ils incluaient également les travailleurs immigrés et les fermiers des plateaux du centre, ainsi que ceux des personnes employées dans la manufacture et les clercs d'Église aux alentours de Luanda. Réduire le rôle des éléments matériels au pillage des matières premières (et donc la

profitabilité marginale du conflit et de la violence, par rapport à la coopération et aux échanges), met en relief la définition gramscienne de l'économisme, dans laquelle « *par un fait économique il est entendu l'intérêt propre à un individu ou un petit groupe, dans un sens immédiat ... [il] se contente d'assumer les fins d'usure et de méchanceté, particulièrement lorsque cela prend la forme de ce que la loi définit comme criminel* » (Gramsci, 1971, 163). Gramsci définissait l'économisme comme le fait de présenter les causes comme immédiatement opératoires lorsqu'elles ne le sont qu'indirectement, de surestimer la causalité mécanique et de se complaire dans une forme de « pédanterie doctrinaire » (ibid., 178). L'économisme et le réductionnisme de ces modèles sont certainement pires que ce que l'on peut trouver dans le marxisme, en excluant ses formes les plus vulgarisées.

Ces théories dérivent complètement de déductions tirées d'axiomes abstraits. En conséquence de quoi, elles sont complètement spéculatives tant que l'on n'y ajoute pas un peu de contenu empirique. Et compte tenu du fait que le social, le culturel, l'historique, etc., sont écartés du cadre d'analyse initial, leur (inévitables) incorporation a posteriori est arbitrairement sélective. Quelle est la base pour postuler que les gens font partout l'expérience d'un choix entre conflit et coopération, définit seulement en terme de profitabilité, alors que l'histoire à l'évidence suggère que les conflits sont souvent institutionnalisés (par exemple, les règles du jeu *sont* conflictuelles) et que les conditions de coopération et d'échange sont typiquement faussées, parfois lentement, par les conflits (Tilly, 1992; Howard, 2001)? Quel est le fondement qui permet de décider que les gens ne sont pas mobilisés par l'idéologie ou par la promesse d'un changement (incluant un changement des conditions matérielles d'existence, de travail ou de production), du fait des préférences de temps et des problèmes de crédibilité du leadership, quand l'histoire et la politique démocratique contemporaine sont virtuellement définies par l'enthousiasme politique envers toutes sortes de promesses, malgré le fait qu'elles ne soient pas souvent tenues ?¹⁰ Sur quelle base peut-on décider que l'action collective

¹⁰ En effet, les développements politiques récents au Zimbabwe, incluant l'engagement dans un conflit coûteux en RDC ainsi qu'un engagement populiste d'encouragement à la violence à l'encontre des fermiers blancs au sein même du Zimbabwe, laissent penser que le conflit peut être une réponse à une

est nécessairement historiquement inscrite en terme de « capital ethnique » ou de scores de fragmentation ethnolinguistiques, alors que des preuves suggèrent que l'ethnicité est communément historiquement dynamique et loin d'organiser la vie des groupes de la même manière ? Rien ne prouve que l'affiliation ethnique soit toujours prioritaire par rapport aux autres sources d'identité, notamment la classe. Et pourquoi faudrait-il accepter que les phénomènes sociaux soient mieux appréhendés au travers du choix rationnel des individus (et encore, avec une définition très restrictive de la rationalité), plutôt que par une rationalité relationnelle et par des contraintes sociales et historiques sur les choix effectués ?¹¹ A quel titre devrions-nous ignorer les zones grises entre le choix et la compulsion dans toute activité humaine, comprenant les conflits ? Aussi bien la peur et l'obéissance à l'autorité *de facto* – ainsi que l'adhésion à des idéologies fortement mobilisatrices moins par consentement que par un effort désespéré de résistance aux structures locales d'oppression – sont des motivations pouvant se révéler bien plus pertinentes que la cupidité ou la plainte, le choix individuel ou la coercition sans ambiguïté, dans certaines circonstances¹².

Sur la base de ces doutes, le présent article entend rendre compte des trois principales sources de la faiblesse des théories économiques orthodoxes appliquées aux conflits et critiquer la pertinence de leur application aux « guerres civiles ». Il y a eu, tout d'abord, dans la tentative d'ajouter un contenu empirique aux théories, davantage d'exercices appliqués bien choisis travaillant typiquement par procuration pour les postulats théoriques. Ces procurations sont à la fois empiriquement et conceptuellement fragiles, au mieux. Deuxièmement, les théories du conflit enracinées dans les micro-fondations de l'individualisme méthodologique et du choix rationnel ne peuvent pas éviter d'être confrontées au « social ». Cette tentative, de rendre compte du social, est encore une fois empiriquement et analytiquement un échec. Troisièmement, même si ces théories économiques orthodoxes et ses

incapacité croissante de l'Etat à tenir ses promesses antérieures plutôt qu'une évasion préemptive basée sur le calcul des préférences rationnelles des personnes. Grenier (1996) insiste sur le rôle puissant d'un moment de mimesis idéologique (suivant la révolution cubaine) en Amérique central comme élément déterminant des conflits dans la région.

¹¹ Même au niveau de la guerre "choisie" par les individus, ces modèles ignorant la rationalité de la gestion des conflits, la rationalité n'étant pas fondamentalement confinée au calcul des fins et des moyens et pas nécessairement orientée vers la maximisation (Hampshire, 2001). Ces modèles ignorent également les individus eux-mêmes, en tant que « lieux de conflits » internes.

applications économétriques peuvent saisir une petite portion de la réalité des conflits, même crûment, elles échouent complètement à capturer l'un des aspects les plus fondamentaux de tout conflit, à savoir le *changement* structurel et relationnel.

La guerre par procuration

Dans *Le système périodique*, Primo Levi donne à l'une de ses fictions la morale suivante : « ... *que chacun doit se méfier du presque - même... du pratiquement identique, de l'approximatif, du quasi identique, tout substitut et tout patchwork. Les différences peuvent être petites mais elles peuvent mener à des conséquences radicalement différentes, comme l'aiguillage d'un chemin de fer, l'échange du chimiste consiste en grande partie à être conscient de ces différences, de les connaître de près et de prévoir leurs effets. Cela ne vaut pas que pour le chimiste* ». Tout ce qu'il peut y avoir de substantiel dans les modèles économiques fondés sur le choix rationnel appliqués aux conflits violents ne peut émerger qu'après des tests empiriques. Cependant, là où ces tests ont été conduits, cela a été fait systématiquement par le biais d'intermédiaires. Ce qui importe dès lors, c'est de considérer les différences entre ces intermédiaires et la réalité à laquelle ils sont censés se rapporter, et de voir s'il existe une différence. Il s'agit de savoir si leurs signaux dévient ou non le train de l'analyse et de la prise de décision. Ces intermédiaires mesurent-ils réellement ce qu'ils sont supposés mesurer ? Il y a deux dimensions à la réponse à cette question : les données sont-elles adéquates et les intermédiaires sont-ils conceptuellement ou substantiellement équivalents aux choses qu'ils sont censés représenter ?

Le moyen le plus connu de mesure par intermédiaires des modèles de choix rationnel appliqués aux conflits violents se trouve dans les travaux de Collier et Hoeffler. Une version antérieure (Collier et Hoeffler, 1996) posait que l'utilité du choix de la rébellion (U_w) était fonction de la probabilité de la victoire (p) et des gains issus de celle-ci (T), du potentiel de dépense du gouvernement en matière de dépense (D), de la durée

¹² Sur le soutien des paysans aux rebelles radicaux au Salvador, lire Grenier (1996).

attendue du conflit (M) et du coût de la coordination de la mobilisation pour la rébellion (C), de manière à ce que¹³ :

$$U_w = \{p(D).T; M; C\}$$

Les intermédiaires choisis comme incitatifs à la rébellion visent à saisir le potentiel de dépense militaire du gouvernement et la capacité à lever des fonds pour la rébellion au travers de trois variables : le revenu par tête, la base de ressources naturelles et le degré d'inégalité présent dans la société. De ce fait, les pays pauvres sont plus enclins à connaître des conflits car, avec un faible niveau de revenu par tête, l'assiette fiscale est insuffisante à prévenir la rébellion. Le recours à l'inégalité, mesuré en coefficients Gini, comme intermédiaire pour mesurer le potentiel de dépenses militaires du gouvernement, est intéressant. Le raisonnement adopté par Collier et Hoeffler (1996) est que la présence de fortes inégalités révèle la présence d'une élite susceptible d'encourager le gouvernement à augmenter les impôts des riches de manière temporaire dans la mesure où cette augmentation est nécessaire pour repousser la rébellion et, partant, de préserver le statu quo inégalitaire.

Les gains de la rébellion en fonction de la victoire sont évalués via l'intermédiaire de la dotation de ressources naturelles. Cette variable a des conséquences incertaines puisqu'elle affecte également le potentiel de dépenses en matière de défense du gouvernement. L'intermédiaire pour le coût de la coordination de la rébellion est un « index de fragmentation ethnolinguistique » (une homogénéité parfaite recueillant le score de 0 et une fragmentation maximum donnant un index de 100). Leur proposition était que « *le coût de la coordination est ... une fonction quadratique du degré de fractionnement culturel, initialement décroissant si les rebelles potentiels sont distincts des supporters du gouvernement et croissant si les rebelles sont distincts entre eux* » (p.5). Collier et Hoeffler (1998) amenderont ce modèle, en retenant néanmoins ses hypothèses de base et certains de ses intermédiaires. Ils combineront le fractionnement ethnolinguistique avec le fractionnement religieux et

¹³ Dans la version de 1998 de ce modèle, la taille de la population et un taux d'escompte seront ajoutés à la fonction d'utilité et l'intermédiaire pour le coût de la coordination de la rébellion sera amendé pour inclure la fragmentation ethnique et/ou religieuse plutôt que seulement la fragmentation ethnolinguistique.

évacueront complètement la variable d'inégalité du modèle¹⁴. Le but de l'analyse économétrique, utilisant des intermédiaires pour quantifier indirectement les variables proposées au sein du modèle, est de développer un pouvoir de prédiction (probabiliste). Collier et Hoeffler (1998) en tirent des implications comme : « *Par exemple, une société hautement fragmentée comme l'Ouganda serait 40% plus sûre qu'une société homogène, en contrôlant ses autres caractéristiques* ».

Collier et Hoeffler (1999) et Collier (2000) s'aventurent ensuite plus directement dans la question de la cupidité contre la plainte, séparant les deux motivations et sélectionnant des variables intermédiaires pour chacune d'entre elles. La cupidité ou la recherche du pillage a pour intermédiaire la part de produits de base dans les exportations – celle-ci représentant la facilité d'une taxation immédiate par le pillage – et la part de jeunes hommes dans la population totale, combinée avec leur niveau moyen d'éducation (celui-ci étant supposé mener à la saisie d'opportunités économiques autre que le pillage ou la violence). Les plaintes ou la poursuite de la justice comme cause de guerre civile est capturée par des intermédiaires « presque les mêmes » ou « pratiquement identiques » de croissance économique au cours des cinq années précédant le conflit, les scores de répression et de politiques restreignant les libertés politiques, les inégalités (qui réapparaissent ici non comme variable intermédiaire pour mesurer le potentiel de dépense du gouvernement en matière de défense mais pour mesurer la plainte) et la fragmentation ethnolinguistique.

Le recours à ces intermédiaires donne une impression de patchwork. L'argument selon lequel de hauts degrés d'inégalité génèrent une plus grande capacité de taxation du capital dérive des travaux d'Alesina et de Rodrik (1994). Cependant, leur argument n'a rien à voir avec les instincts de conservation des riches. Ils suggèrent plutôt que là où il y a inégalité, il y a une pression démocratique, exercée par l'électeur médian, pour une hausse de la taxation, taxation qui, en retour, affecte les perspectives de croissance, en réduisant les incitations à l'investissement.

¹⁴ Sur le sort réservé à l'inégalité en tant que variable dans le modèle de Collier des conflits, voir

L'intermédiaire inégalité/taxation

L'intermédiaire inégalité/taxation utilisé pour mesurer le potentiel de dépenses militaires du gouvernement – et donc du caractère incitant ou non de la rébellion – est également biaisé, de deux manières différentes. Tout d'abord, il repose sur la supposition naïve de la volonté des élites à bien vouloir être taxées. Il n'est pas certain que même dans les démocraties latino-américaines, par exemple, de fortes inégalités aient fait une entaille substantielle au coefficient de Gini par le biais d'une augmentation réelle des niveaux de taxation (Székely et Hilgert, 1999). L'évasion fiscale reste extrêmement répandue dans ce type de pays. Dans les pays menacés de conflit, la fuite des capitaux est aussi probable. Ensuite, deuxièmement, le financement de la guerre est plus complexe que ce que laisse penser la notion de taux d'intérêt immédiatement flexibles. La plupart des guerres, historiquement, ont été financées en bonne partie par des emprunts et par la production de monnaie inflationniste (Galbraith, 1975). L'augmentation de la pression fiscale a certainement été critique sur le long terme. Cela dit, là où cela fut le cas (au cours du processus de consolidation de nombre d'Etats européens, par exemple), cela tendait davantage à la mise en œuvre d'innovations au sein des institutions fiscales qu'à des ponctions fixes dans les coffres des riches (Tilly, 1992; Ferguson, 2001). L'engagement des riches – ou des capitalistes – à soutenir l'effort de guerre sur le plan financier est suffisamment complexe, varié et politiquement combattu pour n'être que difficilement saisi par un tel intermédiaire.

La confiance que l'on peut accorder à ces variables de mesure intermédiaires est encore ébranlée lorsque l'on voit de quelle manière l'une d'entre elles, l'inégalité, est utilisée au sein de l'ensemble des modèles : elle est tout d'abord retenue pratiquement au même titre que l'instinct de préservation des élites et donc des perspectives fiscales du financement de la guerre. Ensuite, elle est abandonnée au titre de sa particularité et de son absence de ressemblance avec les autres variables. Enfin, elle est réintroduite une nouvelle fois comme source d'injustice et donc comme alimentant le potentiel de conflit.

La fragmentation ethnolinguistique est utilisée de manière générale et constante comme un intermédiaire de mesure de la coordination des coûts et de la probabilité de l'action collective. Pour en faire un intermédiaire efficace, c'est-à-dire « pratiquement identique » aux possibilités et aux contraintes réelles de la mobilisation pour l'action collective, deux conditions doivent être remplies. La première est que l'ethnicité doit être la seule catégorie significative de l'identité collective et de l'affiliation et qu'elle opère précisément de la même manière dans les différents segments du groupe social donné, de manière à ce que son degré de fragmentation puisse avoir des conséquences non liées aux contextes géographiques et historiques. La seconde condition est qu'il ne doit pas y avoir d'autre source effective de mobilisation. De nombreuses preuves laissent penser qu'aucune de ces deux conditions n'est tenable. L'ethnicité a joué un rôle tout à fait secondaire dans de nombreux conflits et l'intensité d'animosité ethnique ne semble pas varier selon la mesure de l'index de fragmentation. Son caractère significatif est très particulier et varie énormément entre, par exemple, la Somalie, le Rwanda, le Sierra Leone, le Liberia ou l'Angola. De la même manière, l'ethnicité peut avoir joué un rôle dans les conflits sud-américains mais sans avoir été pour autant un élément central ou déterminant. Clairement, le rôle de l'ethnicité dans les conflits a varié considérablement entre le Salvador, le Mexique et le Nicaragua. En Yougoslavie, l'ethnicité n'a pris du sens politiquement que d'une manière distincte et très « moderne », c'est-à-dire avant tout comme le produit de l'expérience économique, administrative et politique connue depuis les années 1950 (Schierup, 1992, 1993) et ensuite comme un processus cumulatif, modulaire et mimétique reposant sur des passés imaginés, de la même manière que s'est répandu le nationalisme en tant que « communauté imaginaire » (Anderson, 1991). Ce qui compte davantage, c'est surtout la manière selon laquelle l'ethnicité ou la race ou toute autre forme d'identité collective joue ou ne joue pas un rôle dans l'origine et la faisabilité des conflits (Turton, 1997). En même temps et au regard de la seconde condition, il devient de plus en plus clair que dans des conflits apparemment idéologiques comme la libération nationale du Zimbabwe ou dans des conflits apparemment « ethniques » comme au Rwanda, l'on retrouve toute une série de sources de la mobilisation, de la motivation et enfin du déclenchement d'actions collectives violentes. La force

constitue la première d'entre elles. La coercition, qu'elle soit subtile ou brutale, est une constante commune à l'ensemble des conflits contemporains. Ce fait en soi laisse penser que quelle que soit la manière dont la fragmentation ethnique ou la disponibilité de matières premières directement « taxables » s'intègre dans une fonction quadratique, ces incitants et principes organisateurs peinent à permettre aux rebelles ou au gouvernement d'atteindre leurs objectifs par la guerre. Par ailleurs, on constate toute une série de types d'agendas de conflits sociaux affectant la promptitude des gens au combat ou au soutien logistique des conflits civils, bien éloignés des considérations de profits à la marge. On peut penser aux conflits de genre ou de génération ainsi qu'aux rivalités et jalousies personnelles ou interpersonnelles.

Il n'est pas évident de surcroît que ces intermédiaires soient assignés aux bons objets. La prépondérance des exportations de matières premières peut indiquer la disponibilité de biens à piller et rendre ainsi la violence plus profitable à la marge que le mécontentement généré par le chômage et la pauvreté. En même temps, on peut considérer cet intermédiaire comme l'indicateur de l'échec d'une politique, d'un manque de dynamisme économique, d'une probable carence de biens de consommation et de produits d'importation, ainsi qu'un mécontentement général vis-à-vis d'une situation difficile. De la même manière, une faible moyenne du temps de scolarisation peut représenter un manque d'opportunités décentes d'emplois payés (non-violents) et peut dès lors révéler un faible coût d'opportunité des conflits. Cela peut être tout aussi bien le reflet ou la source de colère sociale¹⁵.

C'était particulièrement vrai au Sierra Leone, où de pauvres performances en matière d'éducation ont notoirement nourris les sujets de plaintes des jeunes ayant réclamés une meilleure allocation des ressources disponibles vers les écoles, dans un pays ayant connu un héritage d'éducation particulièrement important, parmi les pays d'Afrique sub-saharienne (Richard, 1996). Le pillage ayant caractérisé le conflit du

¹⁵ Comme le souligne Stewart (2000), c'est moins la quantité d'éducation qui compte que sa distribution, au regard des inégalités existant parmi les différents groupes sociaux rassemblés sous l'égide d'une identité collective. De cette manière, « l'accès inégal à l'éducation était prévalent à l'époque coloniale au Rwanda, au Burundi et, jusqu'à la révolution Khmer, au Cambodge. Au sein du Burundi post-colonial, on limitait systématiquement l'accès à l'éducation aux Hutus. Les Hutus éduqués furent précisément la cible des massacres perpétrés dans les années 1970. (9) ».

Sierra Leone constitue un paradoxe, au regard des modèles économiques orthodoxes du conflit, qui ne lient pas plainte et cupidité¹⁶.

Une manière de résoudre ce paradoxe est de faire appel à l'argument de la « fausse conscience », comme le fait Collier (2000) en arguant que le « discours de plainte » n'a « aucun contenu informatif »¹⁷. Une autre manière de le faire est de rejeter la distinction catégorique entre cupidité et plainte. Dans ce cas, il devient clair que cupidité et plainte peuvent très bien coexister dès l'origine du conflit et qu'ils peuvent même être d'emblée liés l'un à l'autre¹⁸. En d'autres mots, d'où vient la « cupidité », ou la recherche du pillage ou l'acquisition violente de biens et de profits ? Est-il inconcevable qu'elle émerge de ressentiment, d'un sentiment de plainte¹⁹ ? Si les Albanais du Kosovo veulent obtenir de meilleures conditions matérielles d'existence (et même si certains d'entre eux apparaissent comme entrepreneurs ou profiteurs de guerre), est-ce là la manifestation de la cupidité agrégée de chaque Albanais du Kosovo ou le produit d'un différend historique et relationnel en situation d'opportunité historique et politique²⁰ ? Quelle est la différence ? Les deux éléments peuvent-ils se combiner dans le processus de mobilisation et de prise de décision des individus ? L'on trouve un autre exemple du caractère ambigu du mélange entre cupidité et plainte dans les vagues de violence politique qui ont secoué le Congo Brazzaville dans les années 1990, violences animées par des milices de diverses tendances et affiliations politiques. Les pillages de 1997 à Brazzaville furent connus sous le nom « d'abattage du cochon » ou, en référence au champ de pétrole de N'kossa, contrôlé par la compagnie Elf Aquitaine : « N'kossa, chacun sa part ». Dans les deux cas, on retrouve la critique de l'échec des élites politiques à redistribuer les richesses de la nation. Un milicien accusé de vol le formula de la manière suivante : « Vous appelez ça du vol ? Quand ils nous incitent à tuer, ils appellent ça la « folie

¹⁶ Keen (2001) développe une argumentation analogue.

¹⁷ Il faut noter qu'alors que Collier insiste sur l'action collective et le problème du passager clandestin comme désincitant apparemment définitifs de Grossman (1991) qui, en mettant l'accent sur les perspectives de rétribution privée des insurgés, plutôt que les bénéfices sociaux, semble au moins reconnaître que les théories du choix individuel sont *complémentaires* de celles insistant sur les facteurs sociaux.

¹⁸ Lire Lawson (1997) sur les relations internes, pour savoir de quelle manière l'un ne peut exister sans l'autre.

¹⁹ On peut relever que dans un de ses premiers textes sur la théorie psychanalytique de la relation aux objets, Mélanie Klein formule précisément cet argument que la cupidité et la plainte sont inextricablement et de manière interne liés l'un à l'autre.

²⁰ Voir, par exemple, la Commission Internationale Indépendante sur le Kosovo (2000).

humaine » et après ça, ils boivent du champagne ensemble. C'est ce qui s'appelle « l'unité nationale ». En attendant, on ne reçoit rien. Avez-vous vu aucun de ces leaders nationaux perdre un de leurs enfants dans cette guerre ? Pourquoi c'est toujours nous ? Ça va au-delà de la blague. Nous allons piller toutes leurs maisons et demain, quand on aura reconstruit le pays, peut-être qu'on trouvera finalement un boulot » (cité dans Bazenguissa-Ganga, 1999, 48)²¹. Les déclarations des leaders politiques ou les propos de rebelles ou soldats individuels sont nécessairement partiales et subjectives mais il serait absurde de les considérer sans contenu informatif. Comme le souligne Keen (2001), une voie plus utile à la recherche que la distinction cupidité et plainte serait d'explorer la manière dont ces deux éléments interagissent, plus particulièrement de quelle manière les cupides manipulent les plaintes des autres.

En outre, histoire de compliquer les choses, il est loin d'être évident qu'un conflit donné – une guerre civile, par exemple – soit un phénomène unique dont les agrégats quantifiés « révèlent » clairement les préférences individuelles. Par exemple, les participants à un conflit peuvent y prendre part au travers de divers degrés de coercition ou de choix volontaire et peuvent représenter tout un éventail d'agendas, de passions diverses et d'intérêts, qui s'entrecroisent avec le conflit en question. Kriger (1992) a montré combien le nombre important de conflits différents qui étaient poursuivis sous le couvert de la « guerre de libération » du Zimbabwe. Parmi ces conflits, de nombreuses femmes furent mobilisées, plus ou moins de force, derrière l'effort de guerre du Zanu-PF mais utilisèrent la guerre pour poursuivre leurs propres conflits de genre.

De la même manière, une part de la motivation des jeunes garçons joignant la guerre ne reposait pas sur le grand espoir de se libérer de la discrimination raciale ni même les gains matériels immédiats mais d'échapper à la hiérarchie oppressive de la vie rurale dominée par les adultes. Chacun de ces niveaux de conflit subsumé dans la grande guerre contient son histoire propre et spécifique des relations sociales et son propre mélange complexe d'intérêts directs pour les gains matériels et de volonté de changement des règles ou coutumes attachées aux relations sociales. Ce degré de complexité n'a pas à ce jour été capturé par la

²¹ De la même manière, les preuves d'une taxation prédatrice au Libéria n'excluent pas la possibilité de

théorie néo-classique ni par les variables intermédiaires auxquels elle a recours dans ses applications.

L'argument de fausse conscience est basé sur une distinction conceptuelle rigide entre la cupidité et la plainte. Il repose sur l'affirmation prétentieuse que les variables intermédiaires utilisées dans les applications des modèles sont « presque les mêmes » que leurs objets. Enfin, il dépend de la fiabilité des données explorées pour tester le modèle. Il y a toutefois d'énormes faiblesses empiriques avec la plupart – probablement tous – des intermédiaires utilisés. Les données sur les inégalités sont notoirement fragiles, particulièrement dans le cadre d'analyses comparatives²². La production des données mettant l'emphase sur la prépondérance des biens primaires est sujette aux erreurs, du fait de l'activité manufacturière non répertoriée et de l'élimination dans certaines séries de données (particulièrement pour les données relatives au secteur minier) entre manufacture et activités liées aux biens primaires (Riddell, 1990; Yeats, 1990). Les données relatives au niveau d'enseignement ont leurs propres faiblesses mais au-delà des chiffres bruts, il y a des problèmes à postuler une relation directe, universelle et prédictive entre le niveau d'enseignement et des « opportunités économiques » viables, comme le fait d'obtenir un emploi (Bennell, 1996; Pritchett, 1997). La relation dépend, parmi d'autres choses, de la disponibilité de travail agricole salarié (souvent éludé dans les données d'enquêtes rurales) et du type de politiques adopté par les gouvernements. Finalement, l'index de fragmentation ethnolinguistique est loin d'être infaillible (McIlwham, 1998).

Le recours à des intermédiaires conceptuellement et empiriquement vagues n'est qu'un aspect d'un problème plus général de faiblesse empirique, de préférence arbitraire pour certaines variables particulières et de manipulation de la technique au-delà de la recherche de la « vérité » en économétrie. Les économistes orthodoxes et les praticiens économétriciens comme Mayer (1993) et Leamer (1983) ont souvent mis en garde contre l'abus fréquent et presque institutionnalisé de la technique. Des critiques plus radicales, comme Lawson (1997) ont

politiques dans les programmes des forces armées (Atkinson).

²² L'argument de Collier selon lequel les données relatives à l'inégalité sont fiables parce qu'elles ont été utilisées "avec succès" dans les modèles explicatifs de la croissance ignore la fragilité même de ces modèles de la croissance, reposant sur les théories endogènes de la croissance et sur des hypothèses de nouvelles politiques économiques (voir Cramer, 2000).

argumentés que l'échec fondamental tient aux outils analytiques même de l'économétrie.

Battez-vous pour vos préférences ! Le conflit entre individualisme méthodologique et le « social »

Le recours à l'inégalité et à la fragmentation ethnique – aux problèmes de l'action collective et à leurs solutions putatives en fait – engage les économistes orthodoxes dans ce qu'ils pensent être des questions « sociales ». Une fois encore, cela n'est pas anormal : l'économie « mainstream », dans son processus de colonisation des sciences sociales, s'est ouverte à la confrontation – par moment même à l'« explication » - du social. Cependant, le débat entre individualisme méthodologique et le choix rationnel recèle de nombreux dangers. Arrow (1994), par exemple, plaide pour la dépendance de *tous* les modèles néo-classiques à des catégories « irréductiblement sociales » et suggère au moins que les implications ne sont pas toujours compatibles avec « les paradigmes néo-classiques, en particulier celui du choix rationnel » (8). La discussion précédente sur les mesures des variables intermédiaire laisse penser que, par exemple, les modèles économiques peuvent devenir improductifs lorsqu'il s'agit de manipuler des variables comme la fragmentation ethnolinguistique. Hirshleifer (1994) introduit l'élément social au travers du rôle des préférences, expliquée en termes de – par exemple – forte identification au groupe (ou l'inverse) et xénophobie (concepts énoncés en termes évolutionnistes darwiniens). L'ethnicité est la préférence principale ou variable explicative du comportement, comme nous l'avons vu dans les différents modèles de Collier. Mais lorsque le social est dépouillé des principes et axiomes élémentaires d'un modèle pour être réintroduit par la suite dans l'analyse, il n'est pas étonnant que la greffe ne prenne pas.

Ceci est particulièrement frappant dans les modèles empiriquement appliqués, où le social – conçu en termes de préférences – doit prendre une forme quantifiable et comparable, comme l'encombrant index de fragmentation ethnolinguistique. Le résultat est un appel virtuellement arbitraire au social et une compréhension purement fonctionnelle de ses variables. Azam (2001) reconnaît que l'ethnicité « peine à produire même le début d'une explication » des conflits en

Afrique. Néanmoins, dans la mise en place d'un modèle dans lequel la formation de l'Etat est un processus de transition « débutant par la consécration institutionnelle d'une division ethnique » et dans lequel l'objectif de la formation de l'Etat semble être de « fournir un substitut crédible au capital ethnique » (p.430), Azam réitère le postulat selon lequel l'affiliation ethnique est la forme première de l'identité collective et de l'organisation sociale en Afrique et que ses opérations sont équivalentes dans l'ensemble du continent africain. En effet, le « groupe ethnique est le composant naturel de la rébellion contre l'Etat, les nombreux liens existant entre ses membres neutralisant de manière efficace le problème des passagers clandestins au cours du processus de mobilisation pour une rébellion ou une insurrection ». Si tel était le cas et de manière si évidente, certains rebelles en Afrique – les Renamo du Mozambique par exemple – ont fait un usage bien pauvre de leur « capital ethnique ». L'ethnicité semble avoir été relativement faible en comparaison aux organisations nationalistes, reposant sur une histoire locale et partagée d'oppression et ne semble pas être intervenue de manière décisive dans la définition des relations entre rebelles et populations locales, au sein des « forêts sombres » du Matabeleland, pendant la guerre de libération du Zimbabwe (Alexander, McGregor et Ranger, 2000). Et les « dissidents » ayant quitté le NZA après l'indépendance l'ont moins fait du fait d'une volonté des Ndebele à se rebeller collectivement contre l'Etat que de la volonté désespérée à assurer leur préservation (ibid.). Pendant la guerre du Libéria, il est clair également que l'ethnicité a joué un rôle plus que mineur et secondaire (Ellis, 1999). Comme Azam le fait remarquer, le RUF au Sierra Leone n'avait « aucun soutien ethnique et aucun programme national » (p.439) ; et la rébellion urbaine au Mali ayant conduit à la chute du général Moussa Traoré n'était pas une rébellion ethnique mais une réponse à la « politique [de Traoré] de réduction graduelle de l'intervention de l'Etat dans l'accumulation de capital humain ». Lemarchand (1994, 4) est d'accord pour dire que l'argument tribaliste est « singulièrement inefficace à la compréhension des situations de conflit africains ». En effet, le « paradoxe central de la situation au Burundi [est de comprendre comment] des siècles de coexistence relativement pacifique entre Hutu et Tutsi, coexistence cimentée par une loyauté

partagée pour un ensemble d'institutions communes [a pu] soudainement se dissoudre en un conflit fratricide » (ibid., 3).

S'il y a de graves problèmes quant à la manière dont « le social » est introduit dans le choix rationnel ou les modèles de conflits fondés sur l'individualisme méthodologique, il y a également des problèmes dérivant de l'échec à incorporer le social – ou de lier l'économique et l'individuel dans le social, le relationnel et l'historique. La cupidité, par exemple, n'est pas conçue dans ces modèles comme un concept relationnel. La cupidité lie les individus directement à des objets : les autres individus deviennent de simples obstacles pouvant être écartés le cas échéant par la violence si le coût d'opportunité de l'action est suffisamment bas. En d'autres termes, les objets (les biens premiers « pillables ») ont une portée causale première par rapports aux autres individus, qui ont une portée secondaire, au mieux, en dehors d'un certain « capital ethnique » fixe et préalable. Donc, la cupidité dans ces modèles contraste avec des concepts comme l'envie ou la rivalité mimétique, concepts éminemment relationnels et offrant une base pour des analyses du rôle des ressources et des commodités ancrées dans des structures relationnelles et historiques spécifiques²³. Là où les relations entrent en jeu, il est nécessaire d'explorer leurs caractéristiques précises au sein de différents contextes, soit un processus analytique d'évènements qui – même dans une perspective comparatiste – ne se contente pas de grands échantillons multisectoriels et de tests économétriques cherchant à dégager des régularités en dehors de tout contexte.

En résumé, les modèles économiques du choix rationnel sont extrêmement réductionnistes et peu explicatifs. Cet échec est prévisible du fait des principes fondateurs même de l'économie néo-classique. Comme le souligne Zafirovski, l'économie néo-classique n'offre pas pour l'analyse de tous les phénomènes sociaux une base propre à la généralisation des choix rationnels. De ce fait, de nombreux économistes néo-classiques – et leurs pères fondateurs – reconnaissent le caractère distinct des phénomènes non économiques et acceptent que l'*homo economicus* soit en soi une abstraction, l'abstraction d'une des dimensions du comportement humain. Ceux-ci réalisent que, même au sein de l'économie de marché, la vie est « ontologiquement

²³ Sur la rivalité mimétique et la violence, voir Girard (1996).

irrationnelle » (Zafirovski, 2000, 453ff)²⁴. L'on peut appuyer cette vision en montrant de quelle manière un exercice particulièrement ouvert dans la construction des fondements néo-classiques des relations de pouvoir accepte ses propres limitations. Pagano (1999) fait la distinction entre biens privés, biens publics et biens positionnels, les biens positionnels, véhicules du statut et du prestige, pouvant être « consommés ». Ceux-ci ont des propriétés opposées à celles des biens publics : la consommation des biens positionnels, plutôt que d'impliquer l'impossibilité d'une consommation à l'exclusion d'autrui, implique l'inéluctable inclusion d'une consommation *négative* par autrui. Si une personne parvient à consommer un bien positionnel, cela implique nécessairement qu'une autre personne la consomme de manière négative. Par exemple, si le bien en question confère du pouvoir à son consommateur positif, il confère de la subordination à son consommateur négatif. Dès lors, la consommation des biens positionnels est nécessairement conflictuelle. Cette tendance au conflit peut affecter « la désirabilité *ex ante* d'effectuer des transactions de marché pour des biens positionnels » (71). Nous n'avons pas ici l'élément de hasard des ensembles d'opportunités mutuellement incohérentes de Hirshleifer mais une analyse directement relationnelle : un problème non pas de « rareté naturelle » mais de « rareté sociale ». La difficulté de cette analyse cependant est que, malgré ses prétentions, elle n'est pas compatible avec l'individualisme méthodologique et le choix rationnel. La concentration sur les liens entre consommation positive et négative des biens positionnels – telle qu'elle est formulée en économie néo-classique – viole à proprement parler les préceptes de cette même économie néo-classique. Sa cohérence par ailleurs dépend d'une série de positions au sein de la structure sociale, positions pour lesquelles les individus sont plus ou moins interchangeables, les mouvements étant le produit de la structuration des relations sociales²⁵. En outre, alors que la rareté naturelle peut poser un problème commun à plusieurs sociétés, « la rareté sociale met en avant un problème variant fortement d'une société à l'autre et étant étroitement lié aux changements des relations sociales ». Pagano reconnaît également qu'une manière d'étendre la consommation positive

²⁴ L'irrationalité ontologique est conçue en terme d'inconsistance, une action en dehors des schémas moyens – fins, de l'influence des habitudes internalisées, etc.

²⁵ Sur les positions au sein des structures sociales, lire Lawson (1997).

de biens positionnels consiste à manipuler les préférences des autres, par exemple en augmentant leur volonté à en consommer les correspondants négatifs. Ceci devant permettre de réduire la conflictualité au sein d'une société, en diluant le goût des individus pour la consommation de biens positionnels. Notant que les économistes considèrent les préférences comme relevant du donné (ce qui est confirmé au sein des modèles évoqués ci-dessus), Pagano fait une forte allusion au fait que l'économie néo-classique n'est pas à la hauteur pour analyser ces problèmes de changements de préférences. D'autres peuvent remanier cette discussion en invoquant le rôle des idéologies, de l'hégémonie culturelle et des luttes politiques. Il semble que l'on soit ici à l'opposé des recommandations de Hirshleifer. L'on peut arguer ici que lorsque les économistes font du bon travail, ils font de l'économie politique, pas de l'économie néo-classique.

L'on peut affirmer donc que les modèles économiques orthodoxes reposent sur une base de postulats arbitraires, que les tentatives de tests empiriques sont basées sur un usage problématique d'intermédiaires et que ces modèles ont échoués à incorporer le social irréductible, dont pourtant ils dépendent. L'emphase mise sur la profitabilité marginale ou la recherche du pillage comme cause des guerres ne mène pas nécessairement – comme cela a pourtant été le cas – à une fétichisation des commodités. Pour autant, la manière dont une guerre est financée n'est pas équivalente à ce qui l'a causée. Deux exemples illustrent bien ce point. Premièrement, le pétrole et le diamant ont nourri la guerre en Angola. Ces ressources ont clairement affecté la durabilité de ce conflit et ont contribué à déterminer nombre de ses caractéristiques. Elles ne sont pas pour autant les causes de ce conflit. En effet, une phase antérieure de cette guerre était moins soutenue par ces ressources naturelles que par l'aide militaire offerte aux deux camps dans un contexte de guerre froide. Pour autant, ces aides militaires ne constituèrent qu'une partie de l'origine du conflit. Deuxièmement, les dépôts de tantale expliquent largement les caractéristiques de la guerre dans les régions du Kivu, dans l'est de la RDC. Cependant, ils n'expliquent pas en soi la cause du conflit. Celui-ci trouve son origine dans la guerre et le génocide rwandais et dans les conséquences de la chute de Mobutu (ainsi que dans une histoire de l'implication rwandaise dans la région du Kivu).

Si la question du financement de la guerre n'est pas la même que celle de ses causes, les modalités du financement – ou la reproduction matérielle du conflit – n'est pas qu'une simple question technique. Tout d'abord, les moyens du financement de la guerre peuvent soutenir l'accumulation de capital (et peuvent donc nourrir l'intérêt pour le prolongement du conflit) et, dans ce processus, peuvent accélérer le changement social (formations de classes et règlements politiques à long terme). Deuxièmement, les personnes engagées dans des activités économiques en période de guerre – activités prolongeant le conflit et nourrissant l'accumulation de capital – sont souvent les mêmes personnes dont les intérêts matériels et politiques étaient en jeu au début du conflit. Cela ne revient pas au même de dire que leur soif de diamant sierra léonais, de bois précieux cambodgiens ou d'opium afghan constitue précisément la cause des conflits.

Je suggère que les racines des conflits s'ancrent dans l'économie politique. Cependant cette étude implique la recherche des transformations des relations sociales et des conditions matérielles au sein desquelles les individus agissent contraints par la « connaissance sociale » disponible (Arrow, 1994) et sont animés par un instinct de survie ; et non pas parce qu'ils effectuent des choix rationnels. En développant une économie politique des conflits, il est également nécessaire d'inclure la portée des moyens de ces conflits, à savoir les conditions de la disponibilité des armes et autres technologies, et de reconnaître que les conflits violents, comme d'autres formes d'organisations sociales et d'interactions, sont modulaires et généralement reproduits par une forme de mimétisme ou de débordement²⁶. Il n'est pas possible autrement de répondre à des questions comme celle posée par Lemarchand pour le Burundi (voir ci-dessus) : pourquoi un conflit surgit à un moment donné alors que nombre de « variables » sont en place depuis très longtemps sans avoir provoqué de conflit. Une approche d'économie politique, enracinée dans l'analyse des relations sociales et de l'influence puissante de celles-ci sur les relations de conditions matérielles, doit clairement donner un rôle essentiel à l'analyse du capital et aussi, non seulement à l'analyse de la

²⁶ Cela ressort clairement de la prévalence de « complexes de conflits régionaux » (Wallensteen et Sollenberg), de la persistance historique des guerres en Afrique et de l'imagerie de l'identification à

formation de classes, à l'analyse des processus de désintégration de classes. A partir de cette perspective, deux facteurs additionnels influençant les conflits émergent plus clairement que dans les autres modèles évoqués ci-dessus. Tout d'abord, les luttes politiques ou pour des politiques nationales dominant leurs conséquences réelles. Des décisions politiques spécifiques, des stratégies et des revendications particulières en ex-Yougoslavie avant les années 1990, au Nicaragua au moment et à la suite de la révolution sandiniste, en Ouganda et au Rwanda avant les années 1990 et ainsi de suite, ont eu un impact majeur sur la génération de conflits armés. Deuxièmement, le capital et le capitalisme sont par définition des phénomènes internationaux. Malgré la faiblesse d'une grande partie de la littérature sur la « mondialisation », il est clair qu'aucune de ces prétendues guerres civiles récentes ne peut être expliquée sans y ajouter la dimension des intérêts et activités capitalistes internationales. La tendance après la fin de la guerre froide à la production d'armes (privatisation et diversification des sites de production, alimentés par le détournement de la régulation des échanges entre certains pays – voir Lumpe, 2000), les intérêts des compagnies minières et des marchands de minéraux et industries associées, les compagnies privées de sécurité, le business de l'aide humanitaire (ICRC, 2000); tous ces éléments et d'autres encore aident à la reproduction des conflits violents (Duffield, 2001).

Conclusion : un bref manifeste pour une lutte de libération

Dans *An Intimate History of Killing* (1999), Joanna Bourke montre que les combattants des conflits majeurs du XXe siècle ont souvent insisté sur le mythe de leur propre action, affirmant leur individualité et leur responsabilité au cœur du désordre. « *Ce n'est pas pour dire que l'ordre et la cohérence peuvent réellement être atteints (...) mais l'acceptation de l'action a permis aux combattants de franchir un pas dans la construction d'une guerre supportable et, possiblement, divertissante* » (370). Les arguments évoqués ci-dessus suggèrent que l'économie néo-classique fait quelque chose de similaire : confrontée à la complexité des conflits – et du social en général – elle insiste sur le

des formes globales de violence (voir la popularité des vidéos et des imitateurs de Rambo en Somalie, au Sierra Leone et au KwaZulu Natal. Lire à ce sujet Richards, 1996 et Kaarsholm, 2001).

mythe du choix rationnel individuel, même au milieu d'une batterie de preuve de l'existence d'une série de contraintes sur l'individualisme et de compulsions autres que la maximisation de l'utilité mais influençant néanmoins les choix des individus. Ces éléments poussent à produire différents types de guerres plutôt qu'un type unique de conflit. L'on trouve de l'organisation à l'origine des conflits, des choix sont faits, des incitants économiques entrent en jeu. Ceux-ci sont toutefois influencés par et opérés au sein de conditions sociales et historiques évolutives et spécifiques.

Cette question du changement est importante pour définir les bases d'un cadre analytique alternatif devant nous aider à comprendre les conflits contemporains. Une des caractéristiques de plus en plus commune des modèles néo-classiques des conflits est qu'ils insistent sur les conséquences socialement peu rentables des conflits. Ce faisant, ils se lient avec l'école du *rent-seeking* et aussi avec ce que l'on appelait autrefois « l'interprétation libérale de la guerre » (Milward, 1970) : la présomption que les conséquences de la guerre étaient exclusivement négatives, une présomption mise à mal par des analyses du premier conflit mondial mais qui fut néanmoins influente dans les analyses de « coûts des conflits » de la période de l'après guerre froide (voir Stewart, 1993). Tout comme la littérature de recherche de rente et l'interprétation libérale des exercices de guerre, les modèles néo-classiques des conflits ignorent les distinctions qui émergent entre d'une part l'étude des conflits et des changements et d'autre part les conflits et la formation et les relations de classe. Dit simplement et en analogie avec la discussion de Khan, certains conflits peuvent avoir des conséquences productrices de valeurs au moyen et au long terme quand d'autres conflits peuvent avoir d'autres conséquences. Cela dépendrait de « l'arrangement politique » conclut au moment du conflit et, en retour, de l'économie politique du changement ayant contribué aux origines du conflit.

Parmi les niveaux auxquels peut porter une analyse du changement se trouvent ceux définis en termes de, tout d'abord, syndrome de « fin d'empire » et, ensuite, d'« accumulation primitive ». Il est difficile de se pencher sur le moment des conflits ou sur leur incidence géographique sans porter attention à la fin de période de hiérarchie, de changements de régimes et de leur immense capacité à ouvrir le champ

des conflits autour de nouvelles positions à acquérir, du pouvoir, des richesses, des voix, la survie, etc. (Howard, 2001). A partir de cette perspective, il n'est pas surprenant de constater que les conflits ont éclatés en série vers la fin de la période coloniale ou à la fin de la guerre froide ou – comme au Rwanda – lorsqu'il y avait des pressions externes à la démocratisation. La fin d'un régime politique et la fin de la guerre froide combinée au Zaïre / RDC ont contribué à l'apparition d'une éruption de conflits au sein de ce pays depuis la fin des années 1990. Clairement, les fins de règnes difficiles ne sont pas suffisantes pour créer des conflits mais, en tant que facteurs facilitateurs, elles méritent sans aucun doute davantage d'attention qu'elles ne reçoivent dans la plupart des analyses et des paradigmes politiques de prévention de conflits. De la même manière, la dimension modulaire ou mimétique des conflits et en particulier la tendance à la dissémination régionale doit prendre davantage de place dans l'explication des conflits. Wallensteen et Sollenberg (1998) ont bien montré la portée, au sein des conflits intra étatiques récents, des « complexes régionaux de conflits ».

L'autre niveau principal pour lequel le changement compte bien davantage que ce que l'on trouve dans les modèles économiques néo-classiques est celui de la formation de classe, des relations de classe et de l'accumulation primitive. En d'autres termes, le rôle du capitalisme. Du fait des voies particulières par lesquelles le capitalisme se répand – de manière typiquement non linéaire, sujette aux sursauts, aux contrecoups, à la stagnation et aux crises, suscitant des résistances et générant toujours une perturbation assez cruelle, vicieuse, des « moyens d'existence » – celui-ci occupe une position centrale dans l'explication de bien des « guerres civiles » de ces dernières années et au-delà. Les dynamiques de transitions effectives au capitalisme en Yougoslavie et les politiques ayant affecté les vies (et les perspectives d'actions collectives en termes de classes) des travailleurs, des paysans et des capitalistes, jetèrent le pays dans une crise profonde au sein de laquelle les opportunistes politiques et les accumulateurs primaires furent à même de manipuler les ressources de l'imagination collective des yougoslaves (Schierup, 1992). Les processus de « transferts de biens » évoqués par Duffield (1994) et Keen (1994) pour le Sud-Soudan et ailleurs sont également des exemples d'accumulation primitive dans lesquels une classe capitaliste naissante prit brutalement possession des terres, du

bétail et d'autres biens et, dans ce processus, écarta les anciens propriétaires de leurs moyens de reproduction, créant ainsi des réfugiés, des esclaves, des soldats et des travailleurs migrants, chacun contribuant le temps passant à un processus de prolétarianisation. Le conflit en Angola précédant l'indépendance se construisit sur des éléments et des divisions forgées largement par la manière dont les identités collectives (en partie raciales, ethniques, régionales mais aussi idéologiques) furent influencées par l'évolution des intérêts matériels, du fait des particularités et des variations de l'extension du capitalisme au sein de l'Angola colonisé. Les contraintes imposées par le régime de Somoza à la fois sur les paysans et les travailleurs mais aussi sur la classe capitaliste du Nicaragua contribuèrent massivement à la formation des changements d'équilibres de classes et d'intérêts politiques qui menèrent à la révolution sandiniste, contribuèrent à en créer la forme et affectèrent la nature de la résistance contre-révolutionnaire. Dans les districts du Kivu, dans l'Est de la RDC, les possibilités et les contraintes à un moment donné de l'accumulation primitive (par des capitalistes rwandais et des officiers militaires et d'autres, comme des officiers zimbabwéens dans d'autres parties du pays) ont davantage conduit à la violence et à la guerre que la simple existence de dépôts de tantale²⁷.

Ce dernier exemple met aussi en lumière une autre dimension de l'économie politique des conflits peu ou pas développée dans les modèles économiques néo-classiques des conflits, à savoir la dimension internationale ou, mieux encore, le rôle du capitalisme international. Car si les bénéficiaires des violences au Kivu sont les pionniers de l'accumulation primitive qui peuvent ou non représenter la vile avant-garde d'un développement potentiellement progressif du capitalisme, ils ne peuvent pas aller bien loin sans la régularisation des bénéfices par ceux apparemment bien installés dans les régions plus civilisées des relations capitalistes, comme les marchands de métaux internationaux, les processeurs et producteurs de machines, etc. Chaque « guerre civile » que l'on peut évoquer au cours des dernières décennies n'a été que partiellement expliquée tant que l'on n'a pas porté suffisamment attention aux interventions politiques internationales et aux intérêts économiques, lesquels pouvaient impliquer des échanges licites ou

²⁷ Une des rares analyses à s'intéresser directement à l'accumulation primitive comme facteur

illicites²⁸. Le conseil politique (voir, par exemple, Collier, 2000) consistant à chercher la régulation des marchés internationaux pour des commodités problématiques comme le diamant tout en libéralisant les marchés des pays en développement – de manière à réduire les perspectives de taxation immédiate ou de pillage – paraît, à la lumière de la perspective d'économie politique ici suggérée, comme relevant de la douce illusion. Au même moment, un autre facteur jouant un rôle très mineur dans les explications néo-classiques des conflits et qui doit lui-même être compris en terme de changement d'économie politique internationale et des stratégies des capitalistes dans un Etat donné est celui de l'offre des moyens des conflits armés, à savoir, les armes. Tandis que les changements (fins de règnes) associées à la fin de la Guerre froide ont eu une influence majeure sur l'offre et sur le coût des armes dans des régions comme le sud de l'Afrique ou l'Afghanistan, il est aussi nécessaire de repérer les transformations de la production même d'armements. Ces changements incluent la privatisation et la diversification des producteurs ainsi que des sites nationaux de production (en partie du fait que les grands pays industrialisés producteurs ont cherché à déplacer la production dans des pays à revenu moyen comme le Brésil ou la Turquie, de manière également à échapper aux contraintes internationales sur les ventes d'armes – comme celles de la Communauté Européenne, par exemple).

Le présent article n'est pas le moment de dessiner les contours complets d'un cadre de compréhension des conflits fondé sur l'économie politique. Cependant, l'on peut tracer les bases permettant de répondre aux tentatives de colonisation analytique de l'économie néo-classique de la manière suivante :

- (i) Il faut avant tout reconnaître les effets positifs de ce colonialisme : s'il en est un, il comprend le refroidissement des notions par trop romantiques de plaintes générant de manière spontanée des conflits, une concentration sur les

explicatif central est celle de Moore, portant sur le cas de la RDC.

²⁸ Voir Reno (1996) à propos des intérêts commerciaux extérieurs dans le cas du Sierra Leone ; Gourevitch (1998) pour la combinaison et l'influence des intérêts extérieurs et des échecs de la prise de décision pour le cas du génocide rwandais et Global Witness (1998) à propos de l'Angola. Pour l'analyse d'une forme antérieure d'intervention extérieure nourrissant un conflit dans le sud de l'Afrique, lire Minter (1994). L'importance des débordements frontaliers et trans-frontaliers, particulièrement clairs dans les cas récents du Libéria, du Sierra Leone et du Rwanda / Burundi, fait écho à l'importance des frontières dans les travaux de Wolf (1969) sur les rébellions paysannes.

- facteurs matériels ainsi qu'une réaction contre les explications encore plus basiques, exprimées en termes de haines primordiales et/ou en termes d'anarchie globalement perturbatrice ;
- (ii) Il faut ensuite examiner les ressources disponibles pour la mobilisation. Celles-ci peuvent inclure des influences idéologiques, des identités collectives religieuses ou régionales (réelles ou imaginées) mais aussi des ressources de coercition, des ressources financières – biens « pillables », revenus de taxes, aide internationale ainsi que la possibilité d'emprunt ou de création inflationniste de monnaie ;
 - (iii) Il faut ensuite considérer les situations et les choix effectués – à la fois au niveau du leadership et au niveau local – en termes d'envie et soif de revanche, d'opportunités de défi de la domination masculine traditionnelle ou la gérontocratie dans les zones rurales, etc. – mais aussi le rôle et l'échelle de la persuasion, des sources internes de conflit et des relations de forces permettant la mobilisation des troupes ainsi que le soutien logistique. Il y a en effet un contraste (peu étudié empiriquement) entre l'idée de l'avantage comparatif du pauvre – selon laquelle le pauvre choisit librement de dévouer plus de temps à la violence, son coût d'opportunité étant moindre pour lui – et la possibilité que la violence – même s'ils ne sont pas enrôlés directement dans des milices – ne constitue qu'une action de dernier recours²⁹ ;
 - (iv) Il faut considérer les relations de forces d'une autre manière également, ces relations étant historiquement institutionnalisées. Ce fut bien le cas au Rwanda, par exemple, depuis la période coloniale belge en particulier. Il est clair également qu'une histoire des conflits se cache derrière des éruptions conflictuelles particulières (Justice

²⁹ Cet argument est analogue en termes sociaux à l'argument de Dave Grossman (1995) selon lequel les soldats – des êtres humains – résistent fortement et partout où cela est possible au besoin de tuer quelqu'un, qu'ils ne le font qu'à contrecœur, même s'ils s'engagent volontiers dans les rituels de postures agressives et que dans l'absence de conditionnement approprié, l'acte de tuer constitue un acte de dernier ressort pour la plupart des gens.

- Africa, 2000). En d'autres termes, il n'est pas possible d'expliquer les conflits, habituellement, sans examiner le passé violent du pays en question ;
- (v) Il faut examiner plus en détail que cela n'a été fait le rôle des politiques de développement. S'il existe d'une part des arguments selon lesquels les processus de libéralisation atténuent la propension au conflit en dissipant la rente, il existe d'autre part des arguments soulignant le fait que des politiques libérales de type ajustement structurel *peuvent* être associées à une augmentation de la vulnérabilité au conflit (Cramer et Weeks, 2001 ; Storey, 1998 ; Herring, 2001) ;
 - (vi) Au cœur de toute campagne de décolonisation analytique en réaction contre l'économie néo-classique, ou de l'individualisme méthodologique et des théories du choix, doit se trouver une analyse du capitalisme plutôt que des biens d'échange, des relations sociales plutôt que des « choix » individuels et des politiques plutôt que des déterminismes structuraux opérés par des conditions objectives d'oppression ou de cupidité ;
 - (vii) Au sein d'un cadre dans lequel le capital et les relations changeantes occupent une place centrale, il est tout aussi important de prendre au sérieux les caractéristiques politiques et culturelles, les luttes et tendances influençant (et étant influencées par) les événements économiques et les « choix » ;
 - (viii) Cette campagne finalement nécessite de faire plus attention, comme nous l'avons suggéré dans les pages qui précèdent, au rôle des moments de changement de régimes au niveau national et international, ainsi qu'aux processus de long terme de transformation des relations sociales et de productions. Il faut encore porter attention au rôle de la dissémination régionale des conflits et aux processus de mimétisme par lesquels les conflits violents s'institutionnalisent.

Sans aucun doute, le type de cadre analytique qui émerge de cette perspective peut mener non seulement à une meilleure

compréhension de l'origine et des dynamiques des conflits mais peut encore préparer la voie à d'autres analyses plus subtiles des conséquences à long terme de différents conflits. En d'autres mots, une perspective d'économie politique enracinée dans la compréhension de l'expansion du capitalisme peut aider à découvrir les manières selon lesquelles les conflits sont des produits lents mais spectaculaires de changements historiques, et pas uniquement des phénomènes produisant des coûts et montant des individus cupides les uns contre les autres. Avec cela à l'esprit, il devient plus facile d'échapper à l'étouffant ennui de la plupart de la littérature « post-conflit » et peut-être de développer des interventions politiques plus en phase avec ces possibilités historiques et leur potentiel progressiste.

Bibliographie

ALESINA, A., RODRIK, D., « *Distributive Politics and Economic Growth* », *Quarterly Journal of Economics*, Vol.109, No.2, 1994, pp. 465-490.

ALEXETER, JOCELYN, MCGREGOR, J. et RANGER, T., « *Violence and Memory: one hundred years in the dark forests of Matabelele* », Oxford, James Currey, 2000.

ETERSON, B., « *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism* », Londres, Verso, 1990, (2nd edition).

ETRE, C., PLATTEAU, J.-Ph., « *Let Relations Under Unbearable Stress: Rweta Caught in the Malthusian Trap* », *Journal of Economic Behaviour and Organisation*, 1996.

ARROW, K., « *Methodological Individualism and Social Knowledge* », *American Economic Review*, Vol.84, no.2, 1994, pp.1-9.

ATKINSON, A.B., « *Bringing Inequality in from the Cold* », *Economic Journal*, Vol.107, 1997, pp.297-321.

AUSTIN, G., « *The Effects of Government Policy on the Ethnic Distribution of Income and Wealth in Rweta: A Review of Published Sources* », MIMÉO, Department of Economic History, London School of Economics, Londres, 1996.

AZAM, J.-P., « *The Redistributive State et Conflicts in Africa* », *Journal of Peace Research*, Vol.38, no.4, 2001, pp.429-444.

BAZENGUISSA-GANGA, R., « *The Spread of Political Violence in Congo-Brazzaville* », *African Affairs*, 98, 1999, pp.37-54.

BENNEL, P., « *Rates of Return to Education: Does the Conventional Pattern Prevail in Sub-Saharan Africa?* », *World Development*, Vol.24, No.1, 1996.

BESTEMAN, C., « *Unraveling Somalia: Race, Violence, et the Legacy of Slavery* », Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1999.

BIRMINGHAM, D., « *Frontline Nationalism in Angola and Mozambique* », Africa World Press, Trenton, N.J. & James Currey, Londres, 1992.

BOOTH, J., « *Socio-economic Roots of National Revolts in Central America* », *Latin American Research Review*, Vol.26, no.1, 1991, pp.33-74.

BOURKE, J., « *An Intimate History of Killing: face to face killing in twentieth-century warfare* », New York, Basic Books, 1999.

BOYCE, J.(éd.), « *Economic Policy for Building Peace: Lessons from El Salvador* », Boulder, CO & London, Lynne Rienner, 1996.

BOWLES, S., FRANZINI, M., PAGANO, U. (éd.), « *The Politics and Economics of Power* », Londres et New York, Routledge, 1999.

BOWLES, S., FRANZINI, M., PAGANO, U. « *Introduction: trespassing the boundaries of politics and economics* », in Bowles, Samuel, Maurizio Franzini et Ugo Pagano (éd.) (1999), *The Politics and Economics of Power*, Londres et New York, Routledge, 1999.

BUITENHUIJS, R., « *Peasant Wars in Africa: Gone with the Wind?* », in Bryceson, D., C. Kay et J. Mooij (éd.), « *Disappearing Peasantries? Rural Labour in Africa, Asia and Latin America* », Londres, Intermediate Technology Publications, 2000.

CLARENCE-SMITH, G., « *Class Structure and Class Struggles in Angola in the 1970s* », *Journal of Southern African Studies*, Vol. 7, No. 1, 1980, pp.109-126.

COLLIER, P., HOFFLER, A., « *On the Economic Causes of Civil War* », Mimeo, Oxford, Centre for the Study of African Economies, 1996.

COLLIER, P., HOFFLER, A., « *On the Economic Causes of Civil War* », *Oxford Economic Papers*, Vol.50, 1998, pp.563-573.

COLLIER, P., HOFFLER, A., *Justice-Seeking and Loot-Seeking in Civil War*, Washington, Banque Mondiale, 1999.

COLLIER, P., « *Doing Well out of War* », article préparé pour la Conférence sur l'agenda économique des guerres civiles, Londres, avril, 26-27, Banque Mondiale, 1999.

CRAMER, Ch., « 'Civil War is not a Stupid Thing': exploring the linkages between growth, inequality and conflict », SOAS Department of Economics Working Paper No.73, SOAS: Londres, 1998.

CRAMER, Ch., « *The Economics and Political Economy of War in Africa* », article présenté à la 4e Conférence SCUSA, Université d'East Anglia, Septembre, 1999.

CRAMER, Ch., WEEKS, J., « *War and Agriculture* », chapitre spécial dans le rapport du FAO, *The State of Food and Agriculture, 2000*, FAO, Rome, 2000.

CRAMER, Ch. et WEEKS, J , « *Macroeconomic Stabilization and Structural Adjustment* », Chapitre 2 dans NAFZIGER, E., WAYNE, et VAYRYBEN, R. (dir.), *The Prevention of Humanitarian Emergencies*, Londres, Palgrave, 2001.

- « *Inequality, Development, and Economic Correctness* », Department of Economics Working Paper no.105, Londres, School of Oriental and African Studies, 2000.

CRAMER, Ch., « *Economic Inequality et Civil Conflict* », article présenté à la 4e conférence 'Attore della Violenza, Attore della Reconciliazione', Cortona, Juin 2001, organisée par la Fondation Giangiacomo Feltrinelli, 2001.

- DUFFIELD, M., « The Political Economy of Internal War: Asset transfer, complex emergencies and international aid », dans MACRAE, J. et ZWI, A. (dir.), *War and Hunger: Rethinking International Responses to Complex Emergencies*, Londres, Zed Books, 1994.
- DUFFIELD, M., *Global Governance and the New Wars*, Londres, Zed Books, 2001.
- EASTERLY, W., LEVINE, R., « Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions », World Bank Working Paper, Banque Mondiale, Washington, 1997.
- ELLIS, S., *The Mask of Anarchy: the Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, Londres, Hurst, 1999.
- FERGUSON, N., « *The Cash Nexus: Money and Power in the Modern World* », 1700-2000, Londres, Allen Lane, 2001.
- FINE, B., « A Question of Economics: Is it Colonising the Social Sciences? », *Economy and Society*, Vol.28, No.3, 1999, pp. 403-25.
- FINE, B., « Economics Imperialism and Intellectual Progress: the Present as History of Economic Thought? », *History of Economics Review*, Vol.32, No.1, 2001, pp.10-36.
- GALBRAITH, J.K., *Money: whence it came, where it went*, Londres, Deutsch, 1975.
- GIRARD, R., *Violence and the Sacred*, The John Hopkins University Press, Baltimore, MA, 1977.
- GIRARD, R., « Mimesis and Violence », in Williams, J.G. (éd.), *The Girard Reader*, The Crossroad Publishing Company, NY, 1996.
- Global Witness, « *A Rough Trade: the role of companies and governments in the Angolan conflict* », Global Witness: Londres, 1998,
- (www.oneworld.org/globalwitness/reports/Angola/title.htm)
- GOUREVITCH, Ph., « We Wish to Inform You that Tomorrow We will Be Killed with Our Families », *Stories from Rwanda*, 1998.
- GRAMSCI, A., *Selections from the Prison Notebooks*, Londres, Lawrence et Wishart, 1971.
- GRENIER, Y., « From Causes to Causers: The Aetiology of Salvadoran Internal War Revisited », *The Journal of Conflict Studies*, 1996, pp.26-43.
- GROSSMAN, Lt. Col. D., *On Killing: the Psychological Cost of Learning to Kill in War and Society*, Boston, Little, Brown et Company, 1995.
- GROSSMAN, H.I., « A General Equilibrium Model of Insurrections », *American Economic Review*, Vol. 81, 1991, pp.912-921.
- HAMPSHIRE, S., « Bertrand Russell: the Ghost of Madness, 1921-1970 by Ray Monk », *New York Review of Books*, Vol.XLVIII, No. 8, 2001, pp.42-44.

HERRING, R.J., « Making Ethnic Conflict: the Civil War in Sri Lanka », dans Esman, Milton J. et Ronald J. Herring (dir.), *Carrots, Sticks et Ethnic Conflict: rethinking development assistance*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2001, pp.140-174.

HIRSCHMAN, A.O., *Exit, Voice and Loyalty: responses to decline in firms, organisations and States*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970.

HIRSHLEIFER, J., « The Dark Side of the Force », *Economic Inquiry*, Vol.XXXII, 1994, pp.1-10.

HIRSHLEIFER, J., « Conflict and Settlement », dans Eatwell, J, Milgate, M. et P. Newman (éd.), *New Palgrave Dictionary of Economics*, Londres, Macmillan Press, 1987.

HOMER-DIXON, T., *Environment, Scarcity and Violence*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1999.

HOWARD, M., *The Invention of Peace*, Londres, Profile Books, 2001.

ICRC, *War, Money and Survival*, Genève, ICRC, 2000.

Independent International Commission on Kosovo, *The Kosovo Report*, Oxford, OUP, 2000.

JACKSON, S. « 'Our Riches are being Looted!' War Economies and Rumour in the Kivus, DR Congo », MIMÉO, International Famine Centre, University of Cork, 2001.

Justice Africa, « Who Fights? Who Cares? War and Humanitarian Action in Africa », De WAAL, A., (dir.), Justice Africa/InterAfrica Group, USA et Eritrea: Africa World Press Inc., 2000.

KAARSHOLM, P., « Generation, Violence and Cultural Styles: the Micro-Politics of a KwaZulu-Natal Slum Settlement », article présenté à la 4e conférence 'Attore della Violenza, Attore della Reconciliazione', Cortona, June 2001, organisée par la Fondation Giangiacomo Feltrinelli, 2001.

KAPLAN, R., « The Coming Anarchy: how scarcity, crime, overpopulation and disease are threatening the social fabric of our planet », *Atlantic Monthly*, février 1994, pp.44-74.

KEANE, J., *Reflections on Violence*, Londres, Verso, 1996.

KEEN, D., *The Benefits of Famine*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

KEEN, D., « A Rational Kind of Madness », *Oxford Development Studies*, Vol.25, No.1, 1997, pp.67-75.

KEEN, D., « Disqualifying grievance? A response to the Collier/Hoeffler model as an explanation for civil wars », article présenté à la conférence

du CODEP, 18-20 juin 2001, School of Oriental et African Studies, Londres.

KEYNES, J.M., *Economic Consequences of the Peace*, Londres, Macmillan, 1920.

KEYNES, J.M., « How to Pay for the War », dans « *The Collected Writings of John Maynard Keynes* », XXII, 1978.

KHAN, M., « State Failure in Weak States: a Critique of New Institutional Explanations », dans HARRISS, J., HUNTER, J. & LEWIS, C.M. (dir.), *The New Institutional Economics and Third World Development*, Londres, Routledge, 1995.

KRIGER, N.J., *Zimbabwe's Guerrilla War: Peasant Voices*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992.

LANGE, O., « The Role of Planning in a Socialist Economy », in *Papers on Economics and Sociology*, New York, Pergamon Press, 1970.

LAWSON, T., *Economics and Reality*, Londres, Routledge, 1997.

LEAMER, E., « Let's Take the Con out of Econometrics », *American Economic Review*, Vol.73, Mars, 1983, pp.31-43.

LEMARCHET, R., *Burundi: Ethnic Conflict and Genocide*, Cambridge, Woodrow Wilson Center Press et Cambridge University Press, 1994.

LEMARCHET, R., « Genocide in the Great Lakes: Which Genocide? Whose Genocide? », *African Studies Review*, Vol.41, No.1, 1998, pp.3-16.

LINDQVIST, S., *Exterminate All the Brutes*, Londres, Granta, 1998.

LUCKHAM, R., AHMED, I., MUGGAH, R., « The Impact of Conflict on Poverty in Sub-Saharan Africa », Background Paper for World Bank Poverty Status Assessment for Sub-Saharan Africa, Institute of Development Studies, University of Sussex, 1999.

LUMPE, L. (éd.), *Running Guns: the global black market in small arms*, NISAT/PRIO, Londres, Zed Books, 2000.

MANN, M., « The Dark Side of Democracy: the modern tradition of ethnic and political cleansing », *New Left Review* 235, 1999, pp.18-45.

MAYER, Th., *Truth versus Precision in Economics*, Aldershot, Edward Elgar, 1993.

McILWHAM, F., « 'Africa's Growth Tragedy' Reconsidered », SOAS Department of Economics MSc Dissertation, SOAS, Londres, 1998.

MEHLUM, HALVOR et MOENE, K., « Contested Power and Political Instability », Article présenté au congrès de l'EEA à Bozen-Bolzano, Italie, 2000.

MILWARD, A., « The Economic Effects of the Two World Wars on Britain », article prepare pour la Economic History Society, Londres, Macmillan, 1970.

MINTER, W., *Apartheid's Contras: An Inquiry into the Roots of War in Angola and Mozambique*, Zed Books, Londres, 1994.

MKETAWIRE, T., « The Terrible Toll of Post-Colonial 'Rebel Movements' in Africa: Toward an Explanation of the Violence against the Peasantry », MIMÉO, Genève, UNRISD, 2001.

MOORE, B., *Social Origins of Dictatorship and Democracy: lord et peasant in the making of the modern world*, Londres, Penguin, 1967.

MOORE, D., NABUDERE, D., KIBASAMBI, R., « Notes on the Political Economy of the DR Congo War », MIMÉO, a paraître dans un livre dirigé par NAIDOO, SAGAREN & Le PERE, G., Johannesburg, Institute for Global Dialogue, 2001.

NAFZIGER, E.W., « The Economics of Complex Humanitarian Emergencies: preliminary approaches and findings », WIDER Working Paper No.119, UNU/WIDER, Helsinki, 1996.

NDIKUMANA, L., « Institutional Failure and Ethnic Conflicts in Burundi », *African Studies Review*, Vol.41, No.1, 1998, pp.29-47.

NEARY, H.M., « A Comparison of Rent-Seeking Models and Economic Models of Conflict », *Public Choice*, 93, 1997, pp.351-373.

PAGANO, U., « Is Power an Economic Good? Notes on social scarcity and the economics of positional goods », in BOWLES, SAMUEL, FRANZINI, M. & PAGANO, U. (dir.), *The Politics and Economics of Power*, Londres et New York, Routledge, 1999.

PREST, A.R. *War Economics of Primary Producing Countries*, Cambridge, CUP, 1948.

PRITCHETT, L., « Where Has all the Education Gone? », Policy Research Working Paper No.1581, Washington, Banque Mondiale, 1997.

PRUNIER, G., *The Rwanda Crisis, 1959-1994: History of a Genocide*, Londres, Hurst & Co., 1995.

RAVALLION, M., « Famines and Economics », *Journal of Economic Literature*, Vol.XXXV, 1997, pp.1205-1242.

RENO, W., « The Business of War in Liberia », *Current History*, Mai 1996.

RICHARDS, P., *Fighting for the Rainforest: war, youth and resources*, Londres, International Africa Institute with James Currey, 1996.

RIDDELL, R., *Manufacturing Africa: performance and prospects in seven Sub-Saharan African countries*, Londres, James Currey, 1990.

RODRIK, D., « Where did all the Growth go? External Shocks, Social Conflict and Growth Collapses », working paper, Harvard University, 1998.

SAPIR, J., *L'Économie Mobilisée: essai sur les économies de type soviétique*, Paris: La Découverte, 1990.

SCHIERUP, C-U., « Quasi-proletarians and a Patriarchal Bureaucracy: Aspects of Yugoslavia's Re-peripheralisation », *Soviet Studies*, Vol.44, No.1, 1992, pp.79-99.

- « Prelude to the Inferno: Economic Disintegration and the Political Fragmentation of Yugoslavia », *Balkan Forum*, Vol.1, No.2, 1993, pp.89-119.

SCOTT, J., *The Moral Economy of the Peasant: rebellion and subsistence in Southeast Asia*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1976.

SEN, A., *Poverty and Famines*, Clarendon Press, Oxford, 1981.

STEWART, F., « War and Underdevelopment: Can Economic Analysis Help Reduce the Costs? », *Journal of International Development*, Vol.5, No.4, 1993, pp.357-380.

STEWART, F., « The Root Causes of Conflict: Evidence et Policy Implications », article préparé pour la conférence UNU/WIDER sur « *War, Hunger et Displacement: the Economics et Politics of the Prevention of Complex Humanitarian Emergencies* », Stockholm, 1998, 15-16 juin 1998.

STOREY, E., « Economics and Ethnic Conflict: Structural Adjustment in Rwanda », *Development Policy Review*, Vol.17, 1998, pp.43-63.

SZELEKY, M., HILGERT, M., « What's Behind the Inequality we Measure: An Investigation Using Latin American Data », Working Paper 409, Washington, BIRD, 1999.

TILLY, Ch., *Coercion, Capital et European States, AD 990-1992*, Cambridge, MA, Blackwell, 1992.

TURTON, D., (dir.), *War and Ethnicity: global connections et local violence*, Rochester, NY, Rochester University Press, 1997.

WALLENSTEEN, P., SOLLENBERG, M., « Armed Conflict and Regional Conflict Complexes, 1989-97 », *Journal of Peace Research*, Vol.35, No.5, 1998, pp.621-634.

WOLF, E., *Peasant Wars of the Twentieth Century*, Harper & Row, New York, 1969.

YEATS, A., « On the Accuracy of Economic Observations: do Sub-Saharan Trade Statistics Mean Anything? », *World Bank Economic Review*, 1990.

ZAFIROVSKI, M., « The Rational Choice Generalization of Neo-Classical Economics Reconsidered: Any Theoretical Legitimation for Economic Imperialism? », *Sociological Theory*, Vol.18, No.3, 2000, pp.448-471.